L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 19 JUIN 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI, MATIN 19 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le shérif, à l'angle des rues Chartres et St Louis—un lot de meubles.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan—Bottes, souliers et brodequins.

Par O. Valeton, rue des Magasins, 55 et 57—macaroni vermicelle, pâtes d'Italie, etc.

Par Vincent & Co, à leur salle d'encan, aux Nos 62 et 64 de la rue de la Douane—marchandises sèches, notions, etc

Par Hoffman, Marks & Co., au No 26 de la rue de Chartres—linge, lingerie et chapeaux.

Par Vincent & Co., aux Nos 62 et 64 de la rue de la Douane—nattes.

ATTENTION!

☞ Meubles! Meubles!! Meubles!!!—Par le Shérif. Aujourd'hui, à 10 heures et demie A. M., sur lieux, à l'angle des rues de Chartres et St-Louis, au dessous de l'Hotel St-Louis, Deuxième District, et au No 22 rue St-Louis, même District, le Shérif procedera à la vente publique de meubles, etc.

Voir aux annonces.

La véritable difficulté de la fusion.

Il est bien malheureux que l'amour des places ait perverti le patriotisme de tant de gens aux Etats-Unis, car c'est cet amour des places qui empêche la fusion des partis et engendre la discorde. En disséquant le caractère de ceux qui prétendent ne pas viser aux places et ne vouloir que le bien public, on arrive à de singulières découvertes. On découvre souvent que ces hommes sont juste le contraire de ce qu'ils disent ou affectent de dire. Ils cachent quelquefois une ambition effrénée sous une apparence d'abnegation personnelle; ils ne recherchent pas de petites places parce qu'ils ont des vues secrètes sur des emplois élevés, et ils dissimulent d'autant plus qu'ils ont la conscience de leur inaptitude.

On trouve de ces exemples-là dans le Sud surtout où l'affranchissement de toute une classe de peuple a fait naître des ambitions d'autant plus immodérées que les principes républicains semblent favoriser l'idée de l'égalité morale et intellectuelle tout autant que les autres égalités et toutes les égalités imaginables. Aux yeux de ces nouveaux citoyens, il n'y a plus dans la société que des égaux et par conséquent que des prétendants de même valeur aux places, aux honneurs publics et au pouvoir. Ils se mettent même au-dessus des autres à raison de leur origine. Il leur faut plus que l'égalité, car l'égalité ne les indemniserait pas; il leur faut une supériorité quelconque, qui sorte pour eux comme une réparation du passé et comme une reconnaissance de ce qu'ils auraient dû être.

C'est leur droit aujourd'hui et c'est un droit dont, suivant eux, ils n'auraient jamais dû être privés. En conséquence, à supposer qu'une société, qui n'est plus ou qui passe rapidement, ait fait des choses condamnables, il faut que la société actuelle en soit responsable et prodigue à ces hommes tous les biens, les avantages et les bénéfices de la communauté, afin de leur montrer qu'ils sont les enfants chéris de la réforme auxquels tout est dû pour effacer les torts prétendus qu'on aurait eus envers eux dans d'autres temps. Ils oublient que les générations ont passé les unes avec les autres ainsi que les partis politiques, et que la génération actuelle n'est pas plus responsable des actes de sa devancière que le parti démocrate actuel n'est responsable des opinions du parti démocrate qui, avant la guerre était opposé au parti des free soilers, opposé même à la politique démocratique mais progressive de Douglas.

Ils oublient aussi que la race africaine n'a pas à demander compte de ce qu'a pu souffrir la génération qui l'a précédée; que ces sortes de responsabilités ne sont pas admises dans la philosophie de l'histoire. Les anciens Grecs n'ont jamais été responsables pour les Arméniens, les Romains pour les Grecs, les Gaulois pour les Romains, les Francs pour les Gaulois, et les nations se sont succédé les unes aux autres avec le bagage de civilisation qui leur était propre, sans avoir à payer pour les erreurs ou les faux principes des nations qui les avaient précédées dans les annales humaines.

De nos jours même où l'on voit dans de certains Etats européens tant de passions désordonnées et d'ambitions ardentes, nous ne sachions pas qu'aucun nouveau parti ait revendiqué un pouvoir de réparation en raison de l'absolutisme ou des fautes des régimes passés. Les Communards eux-mêmes ne vont pas jusque là. Ils ne disent pas : le suffrage universel, qui existe aujourd'hui, a des droits de reprise sur l'époque où il n'existait pas.—Ils se bornent à dire : nous avons le suffrage universel maintenant et nous voulons le garder : il nous donnera ce qu'il voudra et nous en tirerons ce que nous pourrons, mais nous n'avons de prétentions que dans cette limite, et nous ne voulons pas à un partage d'honneurs, de pouvoir et de places que le suffrage universel ne nous donnerait pas.

Ici, on n'a pas l'air de vouloir procéder de cette manière rationnelle. On veut faire des conditions absolues et, avant toute consultation de l'urne au scrutin, on dit : les élections doivent avoir tel résultat parce qu'il y a tel nombre de gens d'un côté et tel nombre de gens de l'autre; partant il y a tant de voix pour nous et tant de voix pour vous; et quand même il n'en serait pas ainsi, quand même nous serions en minorité, il nous faut l'égalité des avantages et le partage exact des dépouilles.—On voit tout de suite qu'une telle manière de procéder serait l'annulation anticipée de toute élection et la suppression du suffrage universel.

Dans tel pays d'Europe où le suffrage universel compte près de 10 millions de voix, il y en a bien huit qui appartiennent à la classe ouvrière; les Communards qui sont partout, pourraient donc, avec une certaine autorité, dire : nous avons droit à la moitié, aux deux tiers et même aux trois quarts des places de l'Etat. Ils n'ont pas cette prétention, néanmoins, avant l'élection, et quand l'élection donne un résultat différent de celui qu'ils attendaient, ils peuvent bien s'en irriter, s'en indigner même, mais ils se soumettent, et la distribution des places reste sans contestation au gouvernement qui ne choisit pas les Communards et qui, pour se conformer au verdict du pays, destitue même les fonctionnaires du parti vaincu. C'est là le principe cardinal du système parlementaire; c'est là l'A. B. C. de la république. Mais cet A. B. C., compris difficilement, est le renversement des institutions représentatives et l'anihilation de tout principe républicain.

Ce qui nous paraît le plus étonnant dans ces ambitions démesurées, irrationnelles, c'est leur prétention à la science infuse. Elles se sont essayées pourtant dans les Législatures, dans les gouvernements de ville et d'Etat, et qu'ont-elles fait? rien de bon. Leur passage partout a été désastreux; l'Etat a été conduit par elles, et sans qu'elles parussent s'en douter, sur les bords du précipice. Elles commencent seulement à le soupçonner aujourd'hui. Un pas de plus et c'en serait fait de nous. Mais l'aveu leur est pénible, et pour réparer le mal que proposent-elles? Des matériaux de parti qui furent toujours mauvais et qui sont plus qu'usés. Les mêmes hommes veulent être associés au travail de réparation. Comme toujours, la garantie qu'ils offrent est nulle. Ils sont encore ce qu'ils étaient, pleins de l'idée de leur suffisance. Avec de tels ambitieux, l'œuvre de la conciliation ou de la fusion nous paraît difficile. Espérons cependant que ces hommes s'effaceront d'eux-mêmes pour faire — à des nouveaux noms moins compas lien

Chapeaux de paille d'enfants, pour rien au Rob't E. Lee, coin Royale et St-Louis

1000 cartons rubans achetés aux encans de New York seront vendus par C. Jaubert & Co., à un bon marché exceptionnel.

Revue des Journaux.

Les journaux de la ville s'occupent naturellement du mouvement tendant à l'alliance des deux races. Voici comment s'exprime le *Picayune* :

Ces efforts sont, sans aucun doute, dictés par des motifs élevés de patriotisme et tendent à établir une harmonie et une coopération plus efficaces pour la rédemption de la Louisiane qu'aucune autre organisation précédente. Nous ne disons rien des détails parce qu'on se propose d'y revenir plus tard. Nous considérons le mouvement comme ayant une grande valeur dans son aspect moral et ses dispositions générales, pour amener une entente plus correcte entre les populations de l'Etat.....

Les blancs sont prêts, si nous comprenons le sentiment public, à accorder aux gens de couleur agissant avec eux une proportion équitable des emplois d'Etat, sur la base de l'honnêteté, de la compétence et des autres conditions requises. Ils sont prêts à les admettre sur un pied d'égalité à tous les droits légaux, *sans empiéter sur les droits et les intérêts particuliers des autres.* Avec l'égalité reconnue devant la loi, des sentiments amicaux, un bon gouvernement et une prospérité commune, les exigences politiques seront remplies pour tous.

Le *Times* ne fait aucune réserve; il voit dans le mouvement l'aurore d'une ère nouvelle. La destruction des préjugés du passé, l'établissement d'une grande communauté d'intérêts entre nos populations, dissiperont les nuages au-dessus de nous et amèneront des temps heureux.

Si les engagements d'amitié, mutuellement offerts, sont tenus de bonne foi, dit-il, la paix, le bonheur et la prospérité de la Louisiane sont assurés pour l'avenir. Il n'y a pas d'intérêts discordants entre les deux races, excepté ceux qui sont basés sur les préjugés et quand ceux-ci seront détruits le sentier du progrès sera libre.

Il est maintenant, de l'intérêt des deux races qu'un gouvernement d'Etat honnête et économique soit établi en Louisiane, et que la multitude de fonctionnaires inutiles qui s'attachent comme des vampires au corps politique, rentrent dans la vie privée. L'honnêteté, la capacité et l'économie doivent être les trois qualités essentielles requises des serviteurs publics, et nos lois d'Etat doivent être amendées de façon à nous procurer aussi promptement que possible les fruits d'une grande victoire.

Le *Herald* reconnait qu'on ne peut mettre en doute l'honnêteté et la sincérité des membres de la conférence, ni contester leur droit de déclarer leurs convictions et d'essayer de convertir leurs concitoyens à leur manière de voir. Une déclaration comme celle qui vient d'être faite était nécessaire pour répondre aux calomnies, à l'aide desquelles nos ennemis politiques ont tenu les gens de couleur sous leur dépendance. A ce point de vue, le *Herald* approuve les propositions du comité; puis il fait ses réserves.

Nous admettons volontiers que la plupart des préjugés que cette adresse combat, sont peu raisonnables, mais nous ne pouvons compter renverser une répugnance aussi puissante seulement par le poids de l'autorité et des considérations politiques. La raison, le temps et l'éducation pourront, seuls, accomplir ce résultat. Et cela n'avancera pas de donner des conseils et d'empiéter sur les droits personnels des citoyens afin d'assurer la reconnaissance de ces idées.

Ainsi, toutes les mesures légales et de coercion pour restreindre ou contrôler les hommes dans leurs relations d'affaires et de société, prêteront aux objections et soulèveront une hostilité violente même à des demandes raisonnables et justes. Le sénateur Wilson, actuellement président des Etats-Unis, a dit avec raison dans son discours, il y a quinze ans, sur la place Lafayette, que toute législation de ce genre était anti-républicaine et qu'elle violait les droits naturels ou personnels. Tout homme, blanc ou noir, doit être protégé dans son droit d'administrer ses affaires et d'exercer ses droits sociaux, à l'abri de toute intervention de la part des autres.

Nous ne sommes pas prêts à reconnaître à l'autorité le droit légal d'imposer de telles conditions aux personnes qui obtiennent des licences de l'Etat pour exercer leurs occupations respectives. Nous présumons que les auteurs de l'adresse dont nous parlons, n'ont jamais eu l'intention d'aller plus loin que de chercher à détruire par le raisonnement les préjugés en question. C'est un moyen légitime, mais au-delà, tout effort pour étendre la sphère déjà trop vaste de l'intervention gouvernementale, même contre les préjugés des hommes, produiront des résultats malheureux et retarderont le triomphe éventuel de la cause que ces messieurs ont si sincèrement à cœur.

Le *Republican* se félicite de l'adoption de tous les principes républicains par les signataires de l'adresse, mais voici comment il encourage le mouvement :

A présent, on a le droit de présumer que les soldats et les chefs de ce qui était le parti démocrate ne sont pas prêts à suivre ceux qui se sont constitués les meneurs. Il est presque certain que les nègres, comme classe, ne sont pas prêts à se fier à eux. Ils demanderont, et ce ne sera pas déraisonnable, *des preuves pratiques de leur sincérité.* Ils ne peuvent oublier, ces nègres, leurs longues années d'esclavage, la répugnance avec laquelle leur émancipation a été reconnue, l'opiniâtreté avec laquelle on a lutté contre chacun des droits qu'impliquait l'émancipation. Ils ne peuvent oublier que, pour plusieurs, simplement suspects de l'intention de leur conférer des privilèges bien inférieurs à ceux qui sont aujourd'hui promis avec tant d'ostentation, des hommes, leurs amis, ont été menacés, mutilés, insultés, assassinés. Ils ne peuvent oublier le 30 juillet 1866. Et ils ne peuvent oublier que ces faits ont été provoqués et justifiés par cette même classe d'hommes—nous ne dirons pas par quelques-unes de ceux-là même—qui sont maintenant disposés à les reconnaître comme leurs concitoyens!

Voilà comment l'organe radical prêche la concorde!

CONFLIT SANGLANT A BATON-ROUGE. — Dimanche dernier, vers 10 heures du soir, un conflit sanglant a eu lieu à Baton-Rouge, entre MM. O. Hubbs et John McCannon. S'étant pris de querelle dans le café de M. John Gass, ils se sont armés en même temps de leurs revolvers et ont fait feu l'un sur l'autre. McCannon a été atteint à la main et Hubbs au côté droit. L'état de ce dernier est assez alarmant. McCannon n'est constitué prisonnier.

1000 cartons de rubans assortis provenant des encans de New York, chez C. Jaubert & Co., 30 Chartres. Occasion sans pareille.

☞ Il y a plus de 15 ans que les machines à coudre de Grover et Baker ont été introduites dans le Sud et, depuis ce temps leur réputation n'a cessé de grandir. Aujourd'hui leur vente dépasse celle de toutes les autres. Dépôt général, Canal 107.

☞ Chapeaux de Panama, à $5, $6 et $7, valant de $10 à $25, au Rob't E. Lee coin Royale et St-Louis.

— Petit dialogue politique :

— Vous me dites que l'Espagne, que la France ne sont pas heureuses. Je vous l'accorde. Mais comment, à quoi reconnaître qu'un peuple est heureux ou ne l'est pas?

— Rien de plus simple : vous ouvrez votre journal; arrivé à "Nouvelles de Belgique, Nouvelles des Pays-Bas, Nouvelles de Suisse,—vous passez sans lire.... Peuples heureux!

—On prête au maréchal Mac-Mahon un joli mot, répondant au président du conseil qui insistait pour qu'on choisit "des hommes de bronze": Alors, aurait dit le président de la république, prenez Henri IV."

— Une bonne plaisanterie du *Paris Journal* :

Les radicaux aiment la bière, et la bonne bière, chacun sait ça. Nombre d'entre eux ont donc adopté le café du Grand-Balcon pour leurs réunions du soir. C'est là que nous avons entendu le discours suivant, la veille de la rentrée de l'Assemblée :

— Il paraît que les conservateurs sont épouvantés des élections de Rane et de Bordeaux.

— Eh bien! qu'est-ce qu'ils diront alors quand nous leur enverrons Vermesch!

On peut juger par là s'il était temps d'agir.

☞ Inoxydable! le bon marché du Rit E. Lee. Chapeaux Panama et paille pour hommes et pour enfants.

— Une phrase charmante du répertoire de Scribe :

Un sycophile prêche un noir et l'engage à se faire en France.

—Vicomte! lui dit-il, le bas ta était escla-ve, chez nous vous serez domestique!

1000 carton de rubans provenant des encans de New York seront vendus à un grand rabais, chez C. Jaubert & Co., 30 Chartres.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Les journaux du soir annoncent, brièvement, que M. L. Placide Canonge s'est adressé à la Cour Supérieure pour obtenir une injonction contre le shérif Harper, afin de l'empêcher d'enlever aucune partie du matériel qui se trouve actuellement dans l'Opéra. Voici quelques explications qui feront comprendre le différend qui vient de surgir.

Les commissaires liquidateurs de la Société de l'Opéra ont, en vertu d'un jugement rendu sur une demande en partage dirigée contre les représentants de l'ancienne Compagnie d'Assurance des Citoyens, fait vendre, aux enchères publiques, par le shérif, l'immeuble connu sous le nom de l'Opéra, avec l'ancien matériel, suivant inventaire déposé au bureau du shérif.

En même temps que cette vente était ordonnée par le shérif, il y en avait une autre également annoncée, c'était celle de tout le matériel appartenant spécialement à l'Association de l'Opéra et donnée par elle comme gage à plusieurs de ses actionnaires qui avaient avancé une certaine somme. Cette vente avait lieu en vertu d'un jugement obtenu par MM. J. Tuyès, Wm. Rott, T. B. Blanchard et autres, créanciers gagistes, contre l'Association de l'Opéra.

Les deux ventes avaient été, d'abord, indiquées pour le même jour, mais en raison de quelque formalité, la seconde vente a été retardée.

M. L. Placide Canonge s'est rendu acquéreur à l'immeuble de Rigolets et de l'ancien matériel, suivant l'inventaire, moyennant $40,500.

Lors de la mise en vente du nouveau matériel, évalué par les appréciateurs à $2,980 (évaluation bien au-dessous du prix d'acquisition qui était d'une vingtaine de mille piastres) une enchère de quinze cents piastres a été faite, pour le compte, nous a-t-on assuré, de M. L. Placide Canonge. Le shérif déclara qu'il ne pouvait adjuger les objets que si cette enchère était couverte de $25.00. L'enchère n'ayant pas eu lieu, la vente fut renvoyée conformément à la loi et le 31 mai dernier, le matériel dont il s'agit, fut adjugé à M. T. H. Blanchard, moyennant $1,300.

Mardi, le shérif avait pris des mesures pour livrer ce matériel à M. Blanchard, mais l'injonction prise par M. Canonge a arrêté cette livraison. Nous ignorons sur quels moyens de droit ou de fait est basée la demande de M. Canonge, les deux ventes ayant été bien distinctes, et la distinction entre les deux matériels établie par deux inventaires.

A première vue, il nous semble que la vente faite à M. Canonge ayant eu lieu à la suite d'une demande en partage, l'acquéreur ne peut avoir plus de droits que les anciens propriétaires de l'immeuble; or, ces p. opriétaires n'ont jamais eu, personnellement, de droits sur le nouveau matériel acquis par l'association de l'Opéra; si ce matériel est indispensable à l'exploitation de l'Opéra, nous croyons qu'un arrangement à l'amiable vaudrait mieux qu'un procès à tous les points de vue.

La même foule s'était réunie encore hier matin dans la salle de la Cour Suprême, où siège momentanément le pseudo-juge Lynch, pour assister aux débats dans l'affaire du shérif Harper et diffamation de Hawkins contre le *Picayune*.

Voilà six jours déjà que dure le procès, et nous n'avons pu remarquer jusqu'à présent, le moindre changement dans la règle de conduite que semble avoir adoptée le pseudo-juge Lynch à l'égard des avocats de la défense.

Il est impossible, à notre avis, de faire preuve de plus de partialité que n'en a montré, depuis le commencement de cette affaire, l'arrogant Irlandais qui a usurpé le siège du juge Bonner; et nous ne comprenons pas que le barreau de la Nouvelle-Orléans puisse accepter sans protester, les rebuffades par trop cavalières de cet enfant de la verte Erin, dont le bureau de retours radical a jugé à propos de faire un magistrat.

Presque tous les témoignages des avocats de la défense sont rétractés aussitôt qu'entendus; et c'est à peine s'il leur est permis de dire quelques paroles pour se justifier; tandis que les avocats de demandeur parlent sans cesse et sans que rien ne les arrête,—avec cette volubilité des Normands de Lynch, qui, ayant une même valeur affaire en main aujourd'hui, tirent les mots et les phrases, faute de bonnes raisons à donner.

Dès l'ouverture de la Cour, à onze heures hier matin, M. Cotton a demandé que les avocats qui représentent le *Picayune* ne fussent autorisés à parler que sous le point de vue d'une défense générale. Le pseudo-juge Lynch s'est empressé d'accorder ainsi.

M. H. Rhett a été appelé alors à s'asseoir au banc des témoins.

L'avocat-général Ogden a posé au rédacteur en chef du *Picayune* la même question qu'hier, à savoir : Avez-vous dans votre article qui a donné lieu à ce procès agi sans intention criminelle? M. Hawkins?

M. Rice, avocat du demandeur, s'est élevé aussitôt et a fait objection à cette question.

Une longue discussion s'est engagée encore une fois sur toute la ligne; et les avocats de M. Hawkins parlerait encore en ce moment, si la cour ne s'était ajournée vers trois heures.

Nous demandons s'il y aura progrès ce matin?

FESTIVAL DE L'ASSOCIATION DES BOUCHERS. L'Association de Bienfaisance des Bouchers donnera, dimanche, 29 du courant, aux Fair Grounds, un grand festival pour leur aider. Il se fait, en ce moment, des préparatifs qui nous autorisent à promettre une attrayante journée de plaisir et de distraction à ceux qui se rendront à l'appel de la Société. Le programme de la fête est publié dans nos colonnes d'annonces : nous y appelons l'attention de nos lecteurs. Il y aura courses à pied, à cheval et en charrettes, parties de base ball, danse, etc.

Norman Whitney, accusé d'avoir mis le feu à son magasin, situé au coin de la rue Bienville et du Passage de la Bourse, a été mis en liberté hier matin, grâce à un cautionnement de $25,000 fourni par ses amis.

La correspondance suivante avait été échangée à ce sujet entre les avocats de la défense et ceux de la poursuite :

Nlle-Orléans, 14 juin 1873.

A messieurs JOHN H. NEW et ALBERT VOORHIES.

Messieurs—Comme c'est vous qui avez dirigé l'investigation qui a eu lieu devant le juge de paix Larsesche, relativement à l'incendie de la rue Bienville, et que, le résultat de cette enquête a été la mise en état d'arrestation de M. Norman Whitney, accusé par un policier du nom de Donovan, d'avoir mis le feu à son magasin; nous vous prions respectueusement de vouloir bien nous faire connaître, dans votre opinion, les preuves qui ont été fournies contre M. Whitney, impliquant auffisamment sa criminalité, et si M. Whitney n'a pas été arrêté à la demande de M. John Youenes, représenté par vous?

Avec le plus grand respect, etc.

C. H. LUZENBERG,
ARTHUR GASTINEL.

La réponse suivante a été envoyée :

Nlle-Orléans, 16 juin 1873.

A messieurs C. H. Luzenberg et Arthur Gastinel :

Messieurs,—Nous n'hésitons pas à dire que les preuves contre M. Whitney ne sont pas si accablantes qu'il ne puisse être mis en liberté sous caution ; et nous croyons que la Cour adoptera cette mesure.

Respectueusement,
ALBERT VOORHIES,
JOHN H. NEW.

Avant hier, vers deux heures de l'après-midi, une querelle s'est élevée dans une maison sise au coin des rues Willow et Joséphine, habitée par une certaine Laura Harris, entre deux hommes nommés, l'un George Playe et l'autre Jean Baptiste. Ce dernier a reçu trois coups de couteau à la poitrine et a succombé aux suites de ses blessures vers sept heures du soir.

Le meurtrier et Laura ont été arrêtés tous les deux.

On ignore la cause de la querelle, mais on suppose que la femme qui a été arrêtée n'est pas étrangère à l'affaire.

M. Hexter ayant acheté dernièrement une propriété située au coin des rues Royale et Pologne, faisait, avant-hier après midi, vers cinq heures, l'inventaire des meubles qui se trouvaient dans la maison, quand il a découvert dans une malle deux squelettes d'enfants. Il a fait part de sa découverte à la station de police du Cinquième Precinct, pensant qu'un crime avait probablement été commis par la personne qui avait habité la maison avant qu'il ne l'occupât.

On a appris qu'une femme, nommée T. B. Moore avait demeuré dans cette maison et qu'elle avait disparu il y a deux mois à peu près.

Il y a certainement là un mystère qu'il serait bon d'approfondir.

On commence à trouver trop souvent des squelettes dans les maisons et rela devient alarmant à la fin. Voilà déjà trois découvertes de ce genre depuis mardi soir.

L'officier Hart, du service secret, a pris la main, hier, sur un autre squelette dans une maison sise au coin des rues Erato et Annunciation, habitée par une femme du nom d'Ella Deevey. La locataire de la maison suspecte a déclaré que le squelette lui avait été laissé en dépôt par un de ses amis, parti pour un long voyage.

Un homme, du nom de Nathan P. Lytle, natif de la Virginie et âgé de quarante-six ans, s'est suicidé dans la nuit de mardi, dans une chambre de la maison située au N° 65 de la rue Front, en se tirant un coup de pistolet à la poitrine. On ignore quelle cause a poussé ce malheureux à commettre cet acte de désespoir.

La cérémonie de la dédicace de la statue de Benjamin Franklin, donnée à la ville par le philanthrope Conrad, a eu lieu hier après midi vers six heures, rue des Remparts, entre les rues Julie et Delord.

Malgré le mauvais temps, plus de cinq cents citoyens se trouvaient réunis, et au premier rang se trouvaient les membres du comité d'arrangements et les membres du comité honoraire, le maire Wiltz et les administrateurs de la ville.

A six heures et quelques minutes, le voile qui couvrait la statue a été enlevé, au milieu des acclamations de la foule.

Cette statue, — qui représente une des grandes illustrations de la jeune république américaine, est en marbre blanc et de grandeur naturelle. — Elle est posée sur un piédestal en granit, au milieu de la place Lafayette, et fait face à la rue du Camp.

Après que les curieux eurent dédié devant elle pour admirer l'œuvre remarquable du sculpteur américain Hiram Powers, le juge M. Howe a fait un long discours, approprié à la circonstance, pour rappeler la vie exemplaire et les qualités éminentes du patriote sincère et de l'homme d'Etat, qui, avec George Washington a, de tous les premiers fondateurs de l'Union, le plus de droits à notre respect et à notre vénération.

Nous ne rappellerons pas ici les paroles de l'Honorable juge Howe, ce serait inutile, car, la vie de Franklin est connue de tous les Américains et son souvenir restera toujours gravé dans le cœur de tous les bons citoyens.

...Vers six heures, hier après-midi, un incendie s'est déclaré à bord du bateau à vapeur *Fontenelle*, mouillé à Algar, au pied de la rue Bonny, appartenant au capitaine John A. Shaw.

On suppose que le feu a pris d'abord dans la cuisine. Les gardiens du bateau l'ont découvert à temps néanmoins, et ont pu l'éteindre, en le noyant, avant qu'il ait pris de grandes proportions.

Les pertes sont évaluées à $10,000 et ne sont couvertes par aucune assurance.

Le Fontenelle a coûté, il y a quelques années, $20,000 à son propriétaire.

Nous avons encore, malheureusement, une autre querelle sanglante à signaler.

Vers trois heures, hier après-midi, deux hommes, nommés l'un George Morris et l'autre Jack Jacobs, ont eu une dispute au coin des rues Crossman et Front, et sont tombés aux prises. Jacobs a été blessé grièvement au dos par un de ces camarades.

La police ne sait pas encore quel est celui qui s'est emparé du couteau pour donner un coup de poignard à un ami; mais, comme mesure de sûreté, elle a arrêté les deux hommes contre lesquels les soupçons se sont portés d'abord, William Tony et Moses Williams. — La justice saura, on présume, distinguer entre le coupable et l'innocent.

Nous apprenons que le capitaine Joseph, du cinquième precinct de police, a arrêté hier après midi, rue Bienville, entre Fulton, madame Moore, la femme qui habitait il y a quelques semaines la maison dans laquelle on a trouvé le corps de deux enfants.

On a donc lieu de croire que le mystère sera approfondi dans quelques jours.

Un Irlandais du nom de Patrick Maher, âgé de quarante ans, employé à bord du bateau à vapeur *Carrie Hopkins*, est tombé accidentellement à l'eau, hier matin, et s'est noyé en face de l'habitation Le Blanc, dans la paroisse St-Jacques. Son corps n'a pas encore été retrouvé.

Le coroner a tenu une enquête, hier, vers cinq heures de l'après-midi, sur le corps d'un homme blanc, vêtu d'un pantalon et d'une chemise bleus, qu'on a trouvé flottant au pied de la rue Girod.

Les voleurs ne respectent plus rien. Quelques-uns de ces honorables industriels ont pénétré jusque dans la salle de la Cour criminelle et ont saisi, dans un coin, du greffier un colis de marchandises qu'y avait été apporté pour être identifié par son propriétaire légitime.

Faut-il une les citoyens de la pègre soient hardis pour s'aventurer ainsi dans la gueule du loup.

TEMPERATURE.—18 juin 1873.

Thermomètre de C. DURMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrades.
6 A. M.	76	24
12 M.	84	29
3 P. M.	89	32
6 P. M.	80	26

☞ L'immense et toujours croissante demande des machines à coudre de la compagnie Grover et Baker, est une des choses les plus extraordinaires du monde. Ces machines sont devenues les favorites du Sud. Bureau de vente 107, rue du Canal.

LES MARCHÉS DE POMMES DE TERRE ET DE MAÏS DE PARIS.—M. de Saint-Victor, député, vient de déposer son rapport, au nom de la commission des marchés, sur les affaires Baillehache, Dion et autres fournisseurs de pommes de terre frelatés à Paris affamé.

Les marchés passés à cette époque, à mesure que les études avançaient, prenaient les proportions d'une légende fantastique. Jusque là, quand on avait besoin de pommes de terre, on s'adressait à des marchands de pommes de terre : pendant le siége, on s'adressait à des marchands de pommes de terre frelatées. Un marchand de pommes de terre, cette fois? Car enfin, ces pommes de terre, il fallait bien les fournir tôt ou tard!

Pas du tout : M. Baillehache, homme d'affaires, cédait sa fourniture à M. Dion, directeur du *Figaro-Programme*,—journal des entr'actes de théâtre, excellent à coup sûr, mais qui n'a avec la pomme de terre que de bien vagues rapports.

A son tour, M. Dion se débarrasse rapidement du marché, le cède, et, pareilles au *Pavé du bois joli*, les pommes de terre imaginaires passent de commanditaires fantaisistes en fournisseurs nuageux, jusqu'à ce qu'enfin, le siége étant levé, l'assemblée vienne mettre la lumière dans ces ténébreuses ouvrages.

Un détail.

M. Baillehache, qui, comme feu Gesman, ne connait pas d'obstacle d'engrenage, avoue-nous-dit, le 28 septembre (en plein blocus), à livrer aux Parisiens 600,000 quintaux de pommes de terre.

Sait-on, d'après les évaluations des hommes les plus compétents, ce qui représente exactement ce chiffre énorme, synonyme de 60 millions de kilogrammes?

Il représente la consommation présumée de pommes de terre, dans Paris pendant une année, consommation qui exigerait pour le transport, 600 wagonnets, SIX MILLE WAGONS.

Il n'y a rien à dire, M. Baillehache faisait bien les choses. Quel malheur seulement que Bardou ait négligé le mot de la situation dans son *Roi Carotte*. *Paris-même* convenait à M. Baillehache et de ses co-commanditaires, pesté! chacun pouvait en six mille wagons et ses soixante millions de kilogrammes de pommes de terre, — quelle mine en scène! — sauver la fortune d'un directeur.

Ajoute-nous tort de dire que le rapport de M. de Saint-Victor touche à la légende? Il dépasse même la féerie!

Gazette de France.

☞ Il est universellement reconnu qu'il y a beaucoup à gagner à se servir des machines à coudre de Grover et Baker; ce qui le prouve, d'ailleurs, c'est leur immense succès de vente. Dépôt général pour le Sud, N° 107 de la rue du Canal.

☞ Allez voir les panamas au Rob't E Lee, coin Royale et St-Louis.

DES SANTÉS A L'HÔTEL.—Voici ce que dans le *Rappel* :

"Au banquet impérial qui a eu lieu le 24 mai à Saint-Pétersbourg, la santé de l'empereur a porté en tenant à la main le drapeau de Russie, son hôte.

"Seulement, on est quelque peu étonné, dit-on, de l'absence de l'empereur.

"Si tous les toasts portés à l'eau, on portera-t-il peut-être moins de santés, mais les santés ne s'en porteront pas plus mal."

Nous faisons nos sincères compliments au *Rappel*. Son mot est très joli.

Seulement que dirons quelques-uns de ses abonnés?

Cette apologie de l'eau leur paraîtra un peu bien répétitionnaire.

—Rechauffement d'une quelques notes intéressantes sur le commerce et la navigation de la Nouvelle-Orléans, pour servir à l'histoire de cette ville, depuis sa fondation jusqu'à nos jours.

DOUBLE PAS!

L'Association de Bienfaisance des Bouchers

DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

PROGRAMME :

Course de Poneys—Bon au dessus de 14 mains de haut, un mille. Prix, $15. Entrée, $2 50.

Un Mille au Trot—Par chevaux de bonne allure. Premier prix, $25 ; second prix, $5.

Un Mille au Pas—Par chevaux de bonne allure. Premier prix, $25 ; second prix, $5.

Un Mille au Trot—Par chevaux de hackneys. Premier prix, $25 ; second prix, $5.

(A chaque course on n'admettra pas moins de quatre chevaux.)

Partie de Base Ball entre deux Clubs établis.

Course à pied—de 100 yards—ne seront admis que les membres de la profession de Boucher. Prix, un $ d'encouragement de Bouchers. Pour encourager cette course, pas moins de deux ou plus concourir.

GRAND DÉFI.

Marche sur les Talons et sur les Boigts des Pieds entre le célèbre Charles Rawlins, et Gambrinus, le fameux coureur de napoléon Jost, de la patte aux Mouches—de un pied. Celui des deux qui parcourra le plus grande distance dans l'espace d'une heure, autour du track, aura remporté la victoire.

Il y aura, de plus, de votre, divers amusements, qui sont trop nombreux pour être mentionnés.

Les personnes qui désireront acheter le privilège de s'installer dans les boutiques (*booths*) ou pour tenir restaurant, des cigares, des pâtisse de de crème, des jeux ou spectacles publics ou curiosités, des jeux ou spectacles publics ou curiosités, devront s'adresser au soussigné, qui leur fera connaître les conditions auxquelles ils pourront obtenir ces privilèges.

Les portes seront ouvertes à 2 heures de l'après-midi, et la course commencera à 4 heures P. M.

Le corps de musiciens de Charles Jaeger a été engagé pour la circonstance.

Danses sur la Plateforme.—Mais ce ne sera pas tout, les dames auront bien dans le bâtiment en briques.

Prix réduits : Cheminots seuls. Les dames et les enfants auront admis gratis.

Le Comité :

L'Association de Bienfaisance des Bouchers

DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Prix de l'abonnement.

1 an	$14
6 mois	7
3 mois	3 50
1 mois	1 25
Prix de semaine	3 cents

AVIS.

L'Abeille ne se vend que 3 cents le numéro dans les bureaux et au debors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner à la semaine avec les porteurs de l'Abeille.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Nous publions tous les samedis une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières qui ont paru pendant la semaine. Prix, 50 par an, ou 10 cts le numéro.

On peut avoir dimanche une bonne table et des lits propres et ceux qui ne font pas ce qu'ils peuvent pour cela, ne devront pas s'en plaindre. Le RUZODONT rendrait bien vos dents blanches. Il conserve votre haleine et conservera vos dents jusqu'à un âge fort avancé. M&J 6

Décédé hier soir, à minuit, à l'âge de cinquante-un ans et demi, PIERRE IBOS, natif de Galez, Hautes-Pyrénées (France). Ses amis et connaissances, ainsi que les membres de la Société Française et ceux de St-Vincent de Paul, sont respectueusement invités à assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui jeudi, à quatre heures et demie. Le convoi partira de la maison mortuaire, encoignure des rues Mandeville et Urquhart.

De la part de sa veuve et de ses enfants.

L'UNION FRANÇAISE.

BUREAUX, No 6 rue St-Louis.

Messieurs les Membres de la Société de l'Union Française, qui sont désireux de se rendre compte de la gestion de la Société, et des services qu'elle rend journellement aux nécessiteux, sont respectueusement invités à passer, quand cela leur sera agréable, aux Bureaux où vous remarquerez toute la satisfaction leur seront donnée.

Par ordre de la Direction,

A. GIRARD,
Secrétaire.

Le Conseil de Direction croit devoir rappeler à Messieurs les Planteurs, Chefs d'Ateliers et d'Etablissements, que les demandes de Travailleurs, ouvriers ou Employés français, sont toujours favorablement accueillies à notre Bureau.

Le Cours d'Anglais gratuit, continue toujours régulièrement. 10 juin—6 PP

LA FÊTE DE ST-LOUIS DE GONZAGUE sera célébrée dans la chapelle des Sœurs de la Charité, rue des Mères (Chrétiennes), la Dimanche prochain, qui est aussi par fête de la Translation de St-Louis, évêque de Toulouse, le 21 du courant. 19 juin—2

Eglise de Ste. Marie, Arabi-ordre.

LA PROCESSION DU ST. SACREMENT, qui n'a pas avec lieu, jeudi, à cause de la fête, aura lieu AUJOURD'HUI, à 5 heures et demie, après les Vêpres. Les membres des sociétés catholiques, tous les fidèles attachés à cette église, sont invités à y assister.

19 juin—1f

S. L. C.

6 ..... 20 ..... 7½

18 juin—2f

IMPORTANT.

Société de Bienfaisance des Boulangers, Pâtissiers et Confi